

APPEL

**194.000 emplois devraient être perdus d'ici 2011.
ON NE PEUT L'ACCEPTER !**

**Nous appelons à préparer dès maintenant une grande
manifestation nationale pour L'INTERDICTION DES
LICENCIEMENTS.**

Entre le 1^{er} janvier 2008 et le 8 mai 2009, **24.494 licenciements** ont été annoncés (source : FGTB). Le service chômage de la FGTB constate (sur base des dossiers rentrés par ses affiliés) que le chômage temporaire a augmenté de 97,38% entre avril 2008 et avril 2009. Le nombre de jours de chômage temporaire a, lui, pour la même période, augmenté de 150,79%.

Selon le secrétariat social SD Worx, fin avril 2009, **23% des ouvriers** étaient en chômage économique au moins un jour par mois.

La FEB a déclaré que le chômage économique ne peut être qu'une solution transitoire. En d'autres termes, à un moment donné, elle fera place aux licenciements. Pour le Bureau du Plan (Belga, 20 mai) : *« Entre 2009 et 2011, le chômage devrait progresser de 194.000 unités, passant en trois ans de 11,8% à 15,2%, soit un taux constituant un record historique d'après-guerre. »*

Des dizaines d'entreprises ont déjà été rayées de la carte. Des centaines restructurées. Aucun secteur n'est épargné. Toutes les régions du pays sont touchées.

Des milliers de travailleurs qui se sont retrouvés au chômage ont dû **brutalement et dramatiquement diminuer leur niveau de vie**. Ceux qui ont encore du travail le diminuent également parce qu'ils craignent pour leur avenir.

A Liège, tout le secteur chaud de la sidérurgie est maintenant à l'arrêt. Des milliers d'emplois, non seulement de sidérurgistes, mais aussi de sous-traitants, disparaissent. Le port fluvial de Liège (un des plus importants ports fluviaux d'Europe) perd ainsi son activité essentielle.

A Anvers, c'est Opel et des milliers d'emplois qui sont menacés. Dès maintenant, l'activité du port d'Anvers (un des plus importants ports de mer d'Europe) est à son niveau le plus bas depuis la seconde guerre mondiale.

Il y a quelques mois, dans une entreprise de sous-traitance qui travaille pour la sidérurgie, le patron a rassemblé les ouvriers pour leur dire : dans trois jours, je n'ai plus de travail pour vous. Trois jours plus tard ils étaient en chômage économique. Depuis ils ont tous été licenciés. Un des ouvriers concernés déclare : *« on a trouvé des milliards pour les banques et pour nous il n'y a rien, rien »*. Un tel cas, on l'a vécu partout.

A ce rythme, c'est tout le pays qui va vers l'effondrement économique et social.

Un délégué syndical explique : *« Je ne comprends pas. Les travailleurs et délégations de chaque entreprise sont laissés à eux-mêmes. Si on continue comme cela, on y passera tous les uns après les autres. Il faut une action unie pour interdire les licenciements »*.

Est-il possible de laisser les capitalistes poursuivre leur œuvre de destruction ?

La violence de la direction des garages FIAT à Bruxelles qui veut à toute force imposer licenciements et remise en cause des droits syndicaux le prouve : il faut l'unité, il faut une mobilisation d'ensemble pour interdire les licenciements.

La volonté de se battre pour défendre son emploi, elle est là. Elle a été démontrée dans de nombreuses entreprises où des actions ont eu lieu contre les restructurations ou les fermetures. Elle s'est affirmée encore le 15 mai où 50.000 travailleurs ont répondu à l'appel de leurs organisations syndicales (FGTB et CSC) en manifestant à Bruxelles.

Aujourd'hui, **il est de la responsabilité de tous ceux qui affirment défendre les intérêts des travailleurs de prendre une position claire.**

Pour notre part, nous constatons que toutes les prévisions des experts les plus divers changent de semaine en semaine et sont chaque fois pires que les précédentes (à la date du 20 mai le Bureau du Plan "postulait une sortie de crise sans reprise conjoncturelle forte, de sorte que la perte d'activité liée à la récession actuelle ne serait pas rattrapée avant au minimum 2015". Avant le 20 mai, on nous disait que la sortie de crise était pour fin 2010 !)

Personne ne sait quand on sortira de la crise et en fait personne ne peut savoir si on en sortira tant que le capitalisme continuera à imposer sa loi au prix de destructions massives, d'emplois notamment.

Qui peut croire qu'Arcelor-Mittal remettra en route la sidérurgie à chaud de Liège ? Qui peut croire que si Opel Anvers est fermé, Général Motors ou un autre groupe la relancera plus tard ? Qui peut croire que les patrons vont réouvrir les entreprises qu'ils viennent de fermer ? Qui peut croire qu'ils rétabliront les emplois qu'ils liquident en ce moment ?

En conséquence, c'est maintenant, c'est tout de suite qu'il faut construire la mobilisation pour interdire les licenciements.

La FGTB a, dans sa déclaration de principe une position qui offre une solution pour interdire les licenciements et sortir de la crise, en affirmant que le mouvement syndical « estime que la socialisation des grands trusts bancaires et industriels s'impose ». Le traité de l'Union européenne (traité de Maastricht) interdit la mise en œuvre de la position de la FGTB puisque ce traité impose une politique économique conduite « conformément au respect du principe d'une économie de marché où la concurrence est libre ».

Faut-il enlever la déclaration de principe de la FGTB des carnets syndicaux alors qu'elle est d'une actualité brûlante ? Non. Ce qui doit disparaître, c'est le traité européen puisqu'il bloque toute solution à la crise. De plus, c'est cette politique de l'Union européenne qui a supprimé toutes les réglementations qui nous protégeaient. Avec comme résultat que la crise est aujourd'hui plus forte en Europe qu'aux USA d'où elle est pourtant partie (source : Eurostat).

Le secteur privé, le capitalisme, démontre qu'il ne peut nous mener qu'à la ruine. En conséquence, il s'agit de rétablir tous les services publics et de remettre en cause toute la politique de privatisation imposée par les directives européennes. Qui pourrait comprendre qu'après avoir prouvé leur effet désastreux, ces directives continuent à s'appliquer éternellement au mépris de la démocratie la plus élémentaire ? Il est intolérable que ces directives continuent à être appliquées. Elles doivent disparaître.

Nous en appelons à tous les responsables des organisations du monde du travail, à tous les militants, à tous les travailleurs :

L'heure est grave. Nous ne pouvons accepter la destruction de nos emplois et de nos droits.

**NOUS PROPOSONS L'UNITÉ LA PLUS LARGE POUR PRÉPARER
UNE MANIFESTATION NATIONALE POUR L'INTERDICTION DES
LICENCIEMENTS**

Nous appelons à construire un Mouvement (dans le respect des opinions politiques de chacun) sur ces objectifs.

Appel lancé à l'initiative du Comité unite-Eenheidscomite lors d'une conférence organisée le 30 mai à la Maison syndicale de Bruxelles

Premiers signataires : Aghion Jacques, Professeur ULG, affilié CGSP ; Bernardi Gianni, FGTB Couillet ; Bertrand Antoine, Militant CGSP ; Biancucci Giuseppina, SETCa ; Bouchery Pieter, délégué BBTk ; Bouddane Mohamed, ex délégué FGTB ; Boufrad Hassan, militant ; Briscolini Carlo, secrétaire Centrale Générale FGTB Charleroi ; Chafi Abder délégué SETCa Ambulatoire Non Marchand ; Chainoux Jeannine, ex responsable CGSP Onem et Verviers ; Crickx Paul, délégué CGSP ; de With Ben, CGSP Poste ; Dardenne Cedric, délégué FGTB Alimentation Charleroi ; Delsinne Eric, FGTB Jumet ; Depotter Eric, délégué FGTB CPPT ; Dhif Kamal, délégué CGSP Bxl ; D'Hont Benjamin, ex délégué FGTB ; Draidj Fayçal, délégué SETCa finances ; Dubois Dany, militant FGTB ; Esteveny Hugues, délégué SETCa BHV-Membre du Comité exécutif ; Feyaerts Gregory, délégué FGTB ; Flesch Danny, CGSP Berchem ; Freschi Liliana, déléguée FGTB ; Gevaerts Hans, CGSP Anvers ; Gianacco Roberto, délégué CGSP Admi ; Haniq L, délégué FGTB ; Hardy José, délégué CGSP Amio ; Goeman Els, CGSP Zwijndrecht ; Heyman Sonja, délégué CGSP Deurne ; Horman Olivier, délégué CGSP Amio IRB ; Janssens Rudy, Secrétaire Fédéral CGSP ALR, Région de Bruxelles Capitale ; Kempenaire Pierre, ouvrier DKP ; Larsimont Philippe, ex délégué SETCa Métal, coordinateur MDT ; Leurquin Luc, FGTB Couvin ; Lecocq Denise, CGSP Verviers ; Libert Bénéto, délégué SETCa FN Herstal ; Marlioux Pierre, Membre du Comité exécutif SETCa BHV ; Massenaux Philippe, employé ; Molitor Georgette, affiliée CGSP ; Monsieur Serge, Délégué CGSP ALR ; Palmans Olivier, délégué principal CGSP Telecom-Aviation ; Paternoster Eric, délégué FGTB ; Peene Karin, déléguée syndicale Métal ; Polis Eric, délégué CGSP Verviers ; Pottiez Alain, CGSP cheminots ; Roudyk Svetlana, chômeuse ; Ruggieri Antoine, Président commission pensionnés/pré-pensionnés FGTB Métal Liège ; Ruttiens Henri-Jean, ancien permanent SETCa FGTB Industrie ; Saeren Justin, SETCa Beringen ; Sami Judith, Manage ; Steeland Rik, Militant Setca Courtrai ; Vandamme Borys, FGTB Colfontaine ; Vandamme Eddy, délégué FGTB ; Van Hees Laurent, délégué syndical ; Verdin Bas, membre BBTk/sp.a Road ; Verschuereen Geert, CGSP Poste Anvers ; Voet Frank, Militant CGSP Poste ; Willems Martin, Secrétaire Adjoint, SETCa BHV, secteur industrie ; Xhrouet Christophe, affilié Setca.

CONTACT: Y.Eeckman, rue G.Raeymaekers 13, 1030 Bruxelles - 0497/990.254
Mail : eeckman.yves@gmail.com ; site : www.comiteunite-eeenheidscomite.be

APPEL

194.000 emplois devraient être perdus d'ici 2011. ON NE PEUT L'ACCEPTER !

Nous appelons à préparer dès maintenant une grande manifestation nationale pour L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS.

Je signe cet Appel :

Nom - Prénom	Rue et numéro Code postal –Commune	Adresse Mail et/ou Téléphone et/ou GSM	Qualité/organisation syndicale ou politique	Signature	Soutien financier *

(* le soutien financier permet de mener cette campagne en toute indépendance (frais de photocopies, timbres, etc.) **versement au compte 210-0306776-17 avec mention «Appel »** Merci d'envoyer vos signatures à Yves Eeckman - Rue Georges Raeymaekers, 13, 1030 Bruxelles - eeckman.yves@gmail.com